



## Réunion ministérielle sur les tendances à long terme des cours des produits et leurs conséquences pour le développement agricole durable

Rome, 3 octobre 2016

### Table ronde IV: Commerce et sécurité alimentaire et nutrition

#### *Pourquoi s'agit-il d'une question importante?*

- La relation entre le commerce, la sécurité alimentaire et la nutrition attire de plus en plus l'attention, tant en ce qui concerne les échanges que le développement. L'élimination de la faim dans le monde d'ici à 2030 est l'un des objectifs clés du nouveau programme de développement durable à l'horizon 2030, et le commerce est l'un des moyens d'atteindre cet objectif.
- Le commerce peut jouer un rôle important dans la réalisation des objectifs nutritionnels, et des recommandations précises ont été formulées dans le Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) concernant la contribution des politiques commerciales à ces objectifs.
- Le commerce aura une influence de plus en plus grande sur l'étendue et les caractéristiques de la sécurité alimentaire dans toutes les régions du globe. Le défi à relever est donc de veiller à ce que l'essor du commerce aille dans le sens de l'élimination de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et pas le contraire.

#### *Généralités*

Quelque 793 millions de personnes souffrent de sous-alimentation à l'échelle mondiale et environ 2 milliards de personnes ne consomment pas suffisamment de micronutriments. En même temps, de nombreux pays font face au problème croissant de l'excès pondéral et de l'obésité, qui est dû à l'évolution des régimes alimentaires et au recul de l'activité physique qui caractérisent les modes de vie contemporains. On constate également que la suralimentation et la dénutrition peuvent coexister dans le même pays, la même famille et même toucher le même individu. Il s'agit du «triple fardeau de la malnutrition» caractérisé par une transition nutritionnelle et un passage progressif de la dénutrition à la suralimentation dans de nombreux pays.

Le commerce contribue à équilibrer déficits et excédents alimentaires au niveau national car il améliore la disponibilité alimentaire et la stabilité des prix. En facilitant l'intégration des marchés nationaux et internationaux, le commerce peut aider les économies à absorber au plan intérieur les chocs de l'offre et de la demande et éviter une instabilité excessive des prix des denrées alimentaires. Il apparaît particulièrement important de pouvoir traiter les pénuries locales et d'aplanir les fluctuations de prix au vu des problèmes posés par le changement climatique.

Le commerce élargit le choix des consommateurs et leur donne la possibilité d'accéder à une alimentation plus diversifiée en toute saison. La possibilité d'obtenir de meilleurs résultats nutritionnels en améliorant l'accès aux denrées alimentaires et en élargissant le choix offert aux consommateurs est un argument important qui milite en faveur de la libéralisation du commerce.

Cela étant, l'essor du commerce international des produits alimentaires, en particulier les importations, est souvent associé à une accélération de la «transition nutritionnelle» vers des types d'aliments qui sont très caloriques et peu nutritifs et qui peuvent entraîner une augmentation de l'incidence de l'obésité et d'autres maladies chroniques liées au régime alimentaire. Cette tendance préoccupe de plus en plus les pays à revenu intermédiaire et élevé et les économies émergentes.

L'ouverture progressive du commerce aux marchés internationaux pose également d'autres problèmes. Cette ouverture peut, par exemple, exposer les petites structures familiales (agriculteurs, transformateurs et détaillants) à une plus grande concurrence qui peut entraîner une baisse de leurs revenus, voire menacer leur viabilité. L'absence de politiques visant à compenser ces effets négatifs peut nuire à la sécurité alimentaire et freiner les perspectives de développement des zones rurales et des pays à vocation agricole.

Plus généralement, le commerce joue un rôle à tous les stades de la chaîne de valeur alimentaire, du producteur au consommateur. Il a des effets – qui peuvent également le toucher – sur la structure des marchés, les

infrastructures, la productivité, la composition de la production agricole, la variété, la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires, et enfin sur la composition des régimes alimentaires. Le commerce permet aussi, au niveau global, de dégager des gains d'efficience grâce à une meilleure allocation des ressources.

Par exemple, l'accent accru mis sur les normes relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments, qui s'appliquent aux produits alimentaires tout au long de la chaîne de production a permis de créer des systèmes alimentaires modernes caractérisés de plus en plus par une forte intensité de capital et de connaissance et par des chaînes de valeur mondiales (CVM) coordonnées verticalement. Certains estiment que les CVM favorisent la concurrence et permettent une meilleure intégration dans les flux de commerce et d'investissement. D'autres considèrent qu'elles créent un déséquilibre de pouvoir sur les marchés et marginalisent les petits agriculteurs familiaux. Malgré leur complexité et leur rigueur, les normes, et les règles commerciales correspondantes, ont favorisé la croissance du commerce des produits alimentaires à forte valeur ajoutée, tels que les fruits, les légumes, la viande et les produits laitiers, pour lesquels le contrôle de la qualité est important.

### ***Perspectives actuelles***

Le commerce mondial des produits agricoles et alimentaires a presque triplé en valeur au cours de ces dix dernières années. À moyen terme, l'accroissement de la demande alimentaire mondiale devrait ralentir car la croissance démographique et la croissance des revenus dans les principales économies sont en phase de décélération. Les prix agricoles en termes réels devraient rester relativement stables, et l'augmentation des échanges devrait se poursuivre, mais à un rythme moins soutenu. De nombreux pays s'attendent à ce que le commerce joue un rôle de plus en plus important dans l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire.

On observe que les importations sont réparties entre un nombre croissant de pays tandis que les exportations de produits agricoles proviennent de plus en plus d'un petit nombre de pays et régions. Dans ce contexte, on peut craindre d'éventuelles perturbations dans les approvisionnements mondiaux, en raison notamment des chocs liés aux politiques ou créés par des événements climatiques. Les politiques commerciales devront permettre de faire en sorte que le marché mondial reste une source sûre de produits alimentaires, notamment pour les pays à faible revenu et importateurs nets de produits alimentaires et les pays qui s'appuient sur le commerce pour offrir une meilleure alimentation à leurs populations.

On s'attend à ce que les modes de consommation continuent d'évoluer en raison de l'urbanisation et de la hausse des revenus, et à ce que la demande de produits riches en protéines, comme les produits laitiers et la viande, poursuive sa progression. Ces tendances auront une influence sur les flux d'échanges mondiaux. Par ailleurs, dans les pays à faible revenu en particulier, l'ouverture des marchés pourrait entraîner une consommation accrue d'aliments plus caloriques et de faible valeur nutritive, qui sont moins chers et plus facilement accessibles. Il apparaît nécessaire, dans ce contexte, d'examiner les conséquences que le commerce aura d'une part sur les personnes exposées au risque de dénutrition et d'autre part sur celles qui sont exposées à une mauvaise alimentation.

L'évolution des politiques commerciales et agroalimentaires pose un certain nombre de problèmes aux décideurs. Les politiques agricoles et commerciales nationales joueront un rôle clé dans la réalisation de l'Objectif de développement durable 2, qui porte sur l'élimination de la faim et de la malnutrition. Pour relever tous ces défis, les pays devront définir et utiliser efficacement la marge de manœuvre dont ils disposent en matière de politiques commerciales dans différents domaines, notamment le soutien à l'agriculture, les politiques sectorielles et la réglementation relative à l'étiquetage des aliments. Ils auront besoin pour cela de nouveaux outils qui leur permettront de faire face à ces nouveaux problèmes sanitaires, sociaux et économiques.

### ***Questions pour guider les décideurs***

- Dans quelles conditions le commerce peut-il contribuer à la réduction de la faim et de la malnutrition?
- Comment coordonner les changements de politiques commerciales et agricoles et leurs effets sur la nutrition et la sécurité alimentaire de manière que la libéralisation du commerce bénéficie aux consommateurs sans remettre en cause les perspectives de développement pour les producteurs?
- Existe-t-il un niveau idéal et une composition optimale du soutien à l'agriculture et des mesures commerciales destinées aux pays en développement, pour différents stades de développement agricole?
- Quelles politiques relatives au commerce et aux marchés peut-on mettre en place, en ce qui concerne l'ensemble du système alimentaire, pour lutter contre le problème croissant de l'obésité?